

## Séance publique du lundi 16 décembre 2013

Convoqué le mardi 10 décembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 16 décembre 2013 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Stéphanie BLANPIED, Perla DANAN, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Jacques TOUCHON.

### Absents :

Brahim ABOU, Laure FARGIER, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## ZAC Port Marianne - Consuls de Mer Nouvel Hôtel de Ville Mandat Ville/SERM

### Quitus du mandat de maîtrise d'ouvrage confié à la SERM Protocole transactionnel avec l'entreprise Labastère

Frédéric TSITSONIS rapporte :

Par délibération du Conseil Municipal du 19 décembre 2002, la Ville de Montpellier a confié à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), un mandat de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation du Futur bâtiment de l'Hôtel de Ville de Montpellier. Cette délibération faisait suite à l'approbation, le 24 septembre 2002, par le Conseil Municipal, du dossier de concours qui comprenait en particulier le programme et le coût prévisionnel de l'opération.

La convention de mandat a été signée le 08 janvier 2003.

Par délibération du 26 juillet 2007, le Conseil Municipal a approuvé l'avenant n°1 de la convention de mandat autorisant la SERM à confier la mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (SPS), après mise en concurrence, à un prestataire extérieur, ceci après la suppression de cette mission dans la convention du mandat.

Le 27 juillet 2009, par un deuxième avenant, le Conseil Municipal a approuvé l'intégration, dans la convention de mandat Ville / SERM, des frais d'étude par l'agence AIK, pour la mise en valeur nocturne du bâtiment. Cet avenant mentionne également l'intégration des frais de concertation et de communication auprès des montpelliérains aux frais divers de la convention de mandat.

L'avenant n°3 du 25 juillet 2011 a ratifié l'intégration dans le mandat de frais supplémentaires liés à l'étude et la réalisation des cloisons séparatives des bureaux avec les circulations ainsi que l'extension de la capacité d'accueil de la salle du Conseil Municipal de 65 à 102 places. Cet avenant prend en compte également la modification de l'échéancier de versement de la rémunération du mandataire pour tenir compte de l'évolution du bilan de l'opération et de sa durée. Il intègre enfin la conduite par la SERM, en son nom et

pour son compte, des procédures de demande de contrat de rachat, de fourniture d'énergie, et la gestion des dossiers de demande de subventions relatifs à l'installation de production d'électricité à partir de capteurs photovoltaïques.

Le bilan approuvé au Compte Rendu Annuel à la Collectivité pour l'exercice 2011 s'élève à 132 496 868 euros TTC (valeur janvier 2012).

Conformément à l'article 16 de la convention de mandat, la SERM a transmis pour quitus en date du 30 novembre 2013 la reddition définitive des comptes de l'opération.

Après contrôle et récolement des pièces transmises, il apparaît que le bilan actualisé de l'opération arrêté à la somme de 132 220 688 euros TTC est en baisse par rapport au bilan approuvé de 132 496 868 euros TTC pour l'exercice 2011.

Par ailleurs, au montant de dépense de l'opération doit être déduit le montant des recettes à hauteur de 650 301 euros TTC (subventions, produits divers dont pénalités définitives des entreprises), conduisant à un montant de dépense final pour la Ville de 131 570 387 euros TTC, la rémunération du mandataire représentant la somme de 4 196 862 euros TTC.

Ce bilan actualisé tient compte principalement des décomptes généraux définitifs des marchés de travaux, fournitures, prestations de service et de maîtrise d'œuvre, du montant définitif de la rémunération du mandataire, des recettes de l'opération.

Il intègre également le règlement d'un protocole transactionnel (joint en annexe) soldant le règlement financier du marché de l'entreprise Labastère contre renonciation à recours, à hauteur de 773 472,02 euros TTC (comprenant la rémunération des travaux supplémentaires pour 433 436,28 euros HT, l'intégration de révision pour 32 941,25 euros HT, la TVA pour 91 409,99 euros, et la restitution des pénalités de retard pour 215 684,50 euros TTC) ainsi que des provisions liées aux éléments transférés à la collectivité.

Les éléments transférés à la Ville consistent en la poursuite des contentieux techniques à l'encontre des entreprises Labastère (dysfonctionnement des brise-soleil) et Sodifra (malfaçons sur les parquets et pupitres de la salle du Conseil, et contentieux contractuel pour l'entreprise SODIFRA suite aux réserves au décompte général).

Sont incluses également dans les éléments transférés une somme due au sous-traitant Uhaina Aluprésenté par l'entreprise Labastère titulaire du lot 6a (Vétage menuiseries extérieures brise-soleil), ainsi que la régularisation de la prime définitive de la police Dommage Ouvrage / Constructeur Non Réalisateur / Contrat Collectif de Responsabilité Décennale contractée avec le groupement GRAS SAVOYE/AXA lorsque son montant sera connu (régularisation entre la prime prévisionnelle versée et la prime définitive). Il est important de noter que ces éléments transférés à la ville sont neutres budgétairement puisque les dépenses prévues étaient couvertes par des provisions.

Le récapitulatif des décomptes généraux s'établit par grands chapitres ainsi :

<b>TOTAL DEPENSES TTC</b>	
Bilan actualisé (avant transfert)	132 220 688 €
Montant transféré à la Ville (Sodifra / Uhaina Alu)	171 299 €
Bilan du quitus de mandat	132 049 389 €
<b>TOTAL RECETTES TTC</b>	
Total recettes	650 301 €
<i>Produits financiers</i>	271 707 €
<i>Subventions</i>	352 356 €
<i>Retenue de Garantie définitive Sodifra</i>	26 238 €

TTC      **Dépense finale pour la Ville** (bilan actualisé déduit des recettes) :      131 570 387 €

<b>REMBOURSEMENT DU MANDAT TTC</b>	
Remboursement total de mandat <i>(quitus mandat déduit des recettes)</i>	131 399 088 €
Remboursement de mandat au 30/11/2013	129 984 158 €
Solde restant à verser au mandataire	1 414 930 €

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'approuver la reddition définitive des comptes du mandat,
- De donner quitus de sa mission à la SERM,
- D'accepter la poursuite des contentieux en cours par les services de la Ville,
- D'autoriser le paiement à la SERM du solde de sa rémunération du à l'achèvement de la mission,
- D'autoriser Madame le Maire, ou, à défaut, Monsieur l'adjoint délégué, à signer le protocole de quitus avec la SERM, et plus généralement tout document relatif à cette affaire
- D'autoriser Madame le Maire à signer le protocole transactionnel joint en annexe avec l'entreprise Labastère, et plus généralement tout document relatif à cette affaire. |

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 17/12/2013**